

Publié le 26 octobre 2018

L'Allemagne d'Angela Merkel : une cocotte-minute sous haute pression

Trois ans après la décision d'Angela Merkel d'accueillir des centaines de milliers de demandeurs d'asile, les tensions en Allemagne sont en train de tourner à la crise gouvernementale : d'incidents locaux en élections régionales, des dysfonctionnements ne cessent de se produire dans la grande coalition dirigée par la chancelière allemande, et cette coalition ne cesse de se fissurer. Cette crise sonnera-t-elle la fin du règne d'Angela Merkel ?

La chancelière Angela Merkel est de nouveau sous haute pression. Sa coalition, formée le 14 mars 2018, après six mois d'âpres discussions, réunit la CDU (l'Union chrétienne-démocrate), son parti politique, le parti social-démocrate (SPD) d'Andrea Nahles, et la CSU (l'Union Sociale Chrétienne), le parti bavarois de Horst Seehofer. Mais cette coalition est sans cesse tiraillée par l'un ou l'autre de ses membres, ce qui a entravé la bonne gouvernance du pays ces derniers mois.

L'affaire de Chemnitz

Il y a d'abord eu, début septembre, les commentaires publics du chef du Service des renseignements allemands Hans-Georg Maassen qui, s'opposant ouvertement à Merkel, avait mis en cause l'existence d'une «chasse aux migrants» à Chemnitz (Allemagne de l'Est). Le SPD a alors réclamé avec insistance sa démission, non pour soutenir Merkel, mais pour essayer de marquer des points auprès du grand public. Formellement, Maassen dépendait cependant du ministre de l'Intérieur et de la Patrie, soit de Horst Seehofer (de la CSU), qui n'avait bien entendu aucune intention de le renvoyer. La CSU partage en effet cette position sur la migration, convaincue que c'est le grand problème actuel de l'Allemagne. Une réunion des «grands» s'est alors tenue entre Merkel, Nahles et Seehofer, pour décider finalement que Maassen ne démissionnerait pas, mais qu'il serait affecté au poste de ministre d'État du ministère de l'Intérieur. Ce remaniement lui aurait rapporté une augmentation mensuelle de salaire de 2 580 € (il est passé de 11 577 € à 14 157 €) ! En outre, cette nomination a causé la démission de l'actuel secrétaire d'État, unique secrétaire d'État membre du SPD.

Les sympathisants SPD en ont été bien entendu consternés, mais aussi le grand public, qui en est resté choqué. Comment ces «grands» pouvaient-ils manquer à ce point de sens des réalités ? Après une semaine d'accusations mutuelles et des excuses publiques d'Angela Merkel («Je me suis trompée»), une autre réunion a renvoyé Maassen au ministère de l'Intérieur, en tant qu'Envoyé spécial pour les affaires

La population a perdu confiance non seulement en la coalition, mais aussi envers les partis politiques qui la composent

européennes et internationales. Avec cette histoire, la coalition a brillé par son dysfonctionnement, amenant naturellement la population à perdre confiance non seulement en elle, mais envers les partis politiques qui la composent. Un autre constat très simple s'impose : Angela Merkel n'arrive pas à gérer «sa» coalition.

L'élection de Brinkhaus à la tête du groupe parlementaire CDU/CSU

Et, de fait, son affaiblissement continue. Fin septembre, son plus proche collaborateur, Volker Kauder, n'a pas été reconduit à la tête du groupe parlementaire CDU/CSU. Originaire du Bade-Wurtemberg, Kauder avait pris la direction de ce groupe en 2005, succédant notamment à Merkel elle-même. Or, il l'assurait, entre autres, du soutien des électeurs CDU lors du vote des réformes entreprises par la chancelière. À sa place, c'est maintenant Ralph Brinkhaus qui a été élu, un homme plus proche du peuple et de ses préoccupations, au style politique bien différent.

Brinkhaus n'a ainsi jamais caché sa désapprobation quant à l'attitude de la CDU face aux «électeurs protestataires» de l'AFD. Ainsi, dès l'annonce de sa nomination, le SPD – bien que membre de la coalition – la qualifiait de «révolte contre Merkel». La chancelière, pour sa part, a accepté sa défaite, sans pour autant se montrer très enthousiaste. Pourtant, l'élection de Brinkhaus offre une chance à la CDU et à la politique allemande de se montrer plus à l'écoute du peuple, profondément marqué par la décision de Merkel en juillet 2015 d'accepter un million de réfugiés. Ainsi, une fois de plus, la chancelière ne semble pas comprendre les signaux qui lui sont envoyés.

Une fois de plus, la chancelière ne semble pas comprendre les signaux qui lui sont envoyés

La débâcle des élections régionales de Bavière

Enfin, il y a eu ce 14 octobre les résultats des élections régionales de Bavière, que l'on pourrait qualifier de débâcle. Depuis des décennies, la CSU y était le parti majoritaire et incontesté. Pourtant, ce 14 octobre, il n'a obtenu que 37,2 % des voix. Le SPD, l'autre grand parti et jusqu'à présent le premier membre de l'opposition, connu en Allemagne sous le terme de «Volkspartei» (le Parti du peuple), est tombé en dessous de la barre des 10 %. Ce score est le plus bas de ses cent cinquante années d'existence, ce qui est peut-être d'ailleurs le signe de sa fin, comme l'annonce déjà le journal [Die Welt](#).

En Bavière, les autres «petits» partis ont en revanche plutôt bien réussi : les Verts ont battu un record de 17,5 %, pendant que les Freie Wähler Bayern (Électeurs libres bavarois), qui existent depuis 1978 – mais plutôt au niveau communal – ont obtenu le score incroyable de 11,6 %. Le parti Alternative für Deutschland (AFD, Alternative pour l'Allemagne), qui a tant fait parler de lui récemment avec ses propos anti-immigration, a obtenu 10,2 %, faisant ainsi son entrée au parlement bavarois. Il est donc maintenant présent dans quinze des seize parlements des Länder ; il ne manque à son palmarès que la Hesse, où les élections ont lieu ce dimanche 28 octobre. Selon les sondages, les pronostics lui attribuent environ 12 % des intentions de vote. Enfin, les Libéraux ont obtenu 5,1 % et sont donc également représentés en Bavière, dans la lignée des élections de 2008, 1990 et 1978. Les Libéraux marquent ainsi clairement leur retour sur la scène politique allemande, les

électeurs appréciant leurs compétences novatrices dans les domaines de l'éducation et de l'économie. Surtout, ces élections régionales soulignent à nouveau que les Allemands ont perdu confiance envers les grands partis politiques traditionnels.

La CSU, qui jusqu'en 2013 avait la majorité absolue pour gouverner en Bavière, doit donc maintenant former une coalition pour rester au pouvoir. Il est théoriquement possible qu'elle se rapproche des Verts et/ou des Libéraux, ce qui serait novateur. On se souvient qu'une coalition de ce type et dite «jamaique» (avec Merkel, les Verts, et les Libéraux) avait été en projet après les élections fédérales de septembre 2017. Elle n'avait pas abouti cependant, à cause de la défection des Libéraux. Il est donc fort probable que le ministre-président de Bavière, Markus Söder (CSU), choisisse plutôt une approche «traditionnelle», en optant pour les Freie Wähler Bayern. Il semble d'ailleurs qu'il se soit déjà entendu avec leur chef, Hubert Aimanter, à qui il aurait promis trois ministres dans le nouveau gouvernement, tout en annonçant une politique de continuité.

L'Allemagne traverse une crise identitaire

L'Allemagne semble bien ainsi être devenue un paradoxe. D'un côté, le peuple renouvelle et affirme sa volonté de changement dans différents domaines tels que la migration, l'environnement ou encore l'économie, pendant que la coalition et les grands partis à sa tête... n'en font qu'à leur tête ! Par ailleurs, dans chaque groupe, les partis se battent l'un contre l'autre, sans considération pour un principe supérieur ou pour le Bien commun.

C'est donc bien une crise profonde que traverse l'Allemagne, une crise identitaire, une crise de personnalité. Le peuple allemand cherche une nouvelle affirmation de son identité, ce qui semble devoir passer par un revirement de la politique migratoire menée jusqu'à présent par la chancelière. Il souhaite que l'Allemagne trouve des solutions nationales, et aussi des engagements européens au problème migratoire, mais il reste méfiant envers la chancelière et les partis au pouvoir. La fin du règne d'Angela Merkel, tout comme celle de la grande coalition qu'elle mène, n'est donc plus exclue. Les élections en Hesse ce dimanche en donneront peut-être le signal. Selon les sondages, ce sont en effet les mêmes tendances observées jusqu'à présent qui se profilent : chute des grands partis CDU et SPD au profit des petits partis des Verts, de l'AFD et des Libéraux. À moins que Merkel ne profite de ces élections régionales pour mettre en avant un nouveau style de gouvernance. La solution pourrait se présenter en la personne de Tareq Al-Wazir, fils d'une mère allemande et d'un père yéménite, exemple réussi de l'immigration des années 1970, qui est également membre du parti des Verts. Il pourrait devenir le prochain ministre-président de la Hesse, l'exemple d'un nouveau pouvoir régional novateur.

Rolf Schwarz

Retrouvez cet article sur srp-presse.fr